

La Cour suprême de Pennsylvanie rejette la requête visant à déclarer la peine de mort anticonstitutionnelle

Par Alicia Victoria Lozano (nbcphiladelphia.com)

27 septembre 2019

La Cour suprême de Pennsylvanie a rejeté une requête déposée par deux condamnés à mort qui demandaient à ce que la peine capitale soit déclarée inconstitutionnelle.

La décision - rendue publique vendredi matin - a écarté ce que certains espéraient : la fin officielle de la peine capitale en Pennsylvanie en raison de ce que les critiques appellent son caractère cruel et arbitraire puisqu'elle s'applique majoritairement aux pauvres et aux accusés noirs.

"Nous sommes déçus ", a déclaré Shawn Nolan, chef de l'Unité des recours -Habeas- contre la peine capitale du Bureau du Défenseur fédéral à Philadelphie. "Nous pensions que les preuves étaient claires, que la sentence n'était pas juste et que le moment était propice."

La plus haute Cour de l'État a toutefois permis que les peines individuelles continuent à être réexaminées dans le cadre du processus d'appel post-condamnation.

M. Nolan, qui représente les deux condamnés à mort en question, a déclaré que ses clients ne savaient pas encore que leur demande avait été rejetée ...

La pétition concernait Jermont Cox de Philadelphie et Kevin Marinelli du comté de Northumberland. Les deux hommes ont été reconnus coupables de meurtre et se trouvent dans le couloir de la mort depuis les années 1990.

Plus tôt cette année, le bureau du procureur du district de Philadelphie (dirigé par Larry Krasner) a déposé un mémoire auprès de la Cour suprême de Pennsylvanie pour dénoncer le manque de fiabilité de l'application de la peine de mort parce qu'elle visait historiquement, et de manière inégale, les hommes de couleur.

Le bureau du procureur n'a toutefois pas fait de commentaires, malgré notre demande, suite à la décision de la Cour suprême.

Plus de 80% des condamnés à mort de Philadelphie sont des hommes noirs et 91% appartiennent à des minorités non blanches, selon le bureau du procureur après un examen interne de 155 cas entre 1978 et 2017.

La plupart de ces accusés ont été représentés par des avocats commis d'office "sous-payés et sans moyens suffisants", selon la même source. Par conséquent, 72 % de toutes les condamnations à la peine capitale impliquant des détenus de Philadelphie ont par la suite été annulées lors des appels interjetés.

"Ce n'est pas le pire", a déclaré Larry Krasner, procureur de Philadelphie, plus tôt ce mois-ci, ajoutant "c'est toujours le plus pauvre, le plus noir et le plus brun".

De son côté, le défenseur fédéral adjoint Timothy Kane s'est fait l'écho d'un refrain similaire devant les juges.

"Parce que le système dans son ensemble n'est pas fiable il est cruel et ces problèmes affectent systématiquement toutes les cas ; sur les 441 condamnations à mort prononcées depuis le rétablissement de la peine capitale à la fin des années 1970 plus de la moitié ont été annulées.

La plupart du temps, la sentence ou le verdict a été infirmé en appel en raison d'un conseil inadéquat, dit M. Kane.

Au cours des plaidoiries, les juges ont mis en cause le fondement de la requête qui demandait à la Cour suprême de Pennsylvanie d'exercer une compétence extraordinaire sur ses juridictions inférieures et si véritablement cela répondait à une exigence de "nécessité immédiate". La juge Debra Todd s'interroge sur l'urgence d'abolir la peine de mort, étant donné le moratoire sur les exécutions imposé par le gouverneur Tom Wolf après son entrée en fonction en 2015.

"Si le système est cruel, il incombe à ce tribunal de le dire ", a répliqué M. Kane.

Mais un avocat du procureur général Josh Shapiro, opposé à la requête, a déclaré que ce n'était pas le rôle du tribunal de légiférer sur la peine capitale. Le bureau de Shapiro a déclaré que tout amendement à la peine de mort devrait être décidé par les législateurs des États qui ont publié des conclusions troublantes l'année dernière. Leur rapport de près de 300 pages décrit en effet les disparités raciales et géographiques inhérentes à l'application de la peine capitale. La Commission mixte de l'Assemblée générale de l'État de Pennsylvanie a noté pour sa part qu'un grand nombre de condamnés à mort souffraient de troubles de santé mentale ou de handicaps intellectuels. En outre, comme tous les procureurs ne demandent pas la peine de mort, les accusés des municipalités conservatrices étaient plus susceptibles d'être condamnés aux peines les plus sévères que ceux des juridictions plus progressistes.

"Les questions soulevées par le rapport sont importantes et doivent être examinées et résolues en profondeur par l'Assemblée générale ", a déclaré le bureau de Shapiro dans son mémoire.

L'avocat du bureau du sénateur républicain Joe Scarnati a en outre averti que le rapport n'était pas destiné à "lier le tribunal", mais plutôt à servir « d'auxiliaire » pour mieux comprendre comment la peine de mort est appliquée en Pennsylvanie.

Aux Etats-Unis, la peine capitale reste légale dans 29 États, bien que quatre d'entre eux, dont la Pennsylvanie, aient imposé un moratoire sur les exécutions.

Seules trois personnes ont été exécutées en Pennsylvanie depuis le rétablissement de la peine capitale en 1978, la dernière ayant eu lieu en 1999. Aucune femme en Pennsylvanie n'est actuellement condamnée à mort.

ENGLISH VERSION

The Pennsylvania Supreme Court rejected a petition on behalf of two death row inmates to declare capital punishment unconstitutional in the commonwealth.

The one-page ruling, which came down Thursday but was made public Friday morning, squashed what some hoped would mark the formal end to capital cases in Pennsylvania because of what critics call the cruel and arbitrary way it's applied to poor and black defendants.

"We're disappointed," Shawn Nolan, chief of the Capital Habeas Unit at the Federal Defender Office in Philadelphia, said. "We thought the evidence was clear that the sentence isn't fair and we thought the time was now."

The state's highest court did leave room, however, for individual sentences to be revisited through the post-conviction appeals process.

Nolan, who represents both death row inmates in question, said his clients were not yet aware their petition was rejected.

"They're in solitary," he said, adding that he couldn't comment on next steps because the ruling was "so new."

The petition centered around Jermont Cox, of Philadelphia, and Kevin Marinelli, of Northumberland County. Both men were convicted of murder and have been on death row since the 1990s.

Earlier this year, the Philadelphia District Attorney's Office filed a brief with the Pennsylvania Supreme Court calling application of the death penalty unreliable because it has historically, and unevenly, targeted men of color.

The DA's office has not responded to a request for comment.

More than 80% of Philadelphia death row inmates are black men and 91% are non-white minorities, the Philadelphia District Attorney's Office found after an internal review of 155 cases between 1978 and 2017.

Most of these defendants were represented by "under-compensated, inadequately-supported" court-appointed lawyers, the DAO found. As a result, 72% of all capital punishment convictions involving Philadelphia inmates were later overturned during post-conviction appeals.

"It wasn't the worst of the worst," Philadelphia District Attorney Larry Krasner said earlier this month. "It was the poorest and it was blackest and brownist."

Assistant Federal Defender Timothy Kane echoed a similar refrain before the justices earlier this month.

"The reliability of the system as a whole is cruel and the systemic problems affect every case," Kane said, adding that more than half of the 441 death sentences handed down since capital punishment was reinstated in the late 1970s have been overturned.

Most of the time, the sentence or verdict was reversed on appeal as a result of inadequate counsel, Kane said.

During oral arguments, the justices repeatedly questioned if the unusual King's Bench petition, which calls on the Pennsylvania Supreme Court to assert extraordinary jurisdiction over its lower courts, fulfills an "immediate need" requirement.

Justice Debra Todd asked why abolishing the death penalty was urgent, given the moratorium on executions that Democratic Gov. Tom Wolf imposed after taking office in 2015.

"If the system is cruel, then it is incumbent on this court to say so," Kane said.

But a lawyer for Attorney General Josh Shapiro, who opposed the petition, said it was not the court's role to legislate capital punishment. Shapiro's office said that any amendments to the death penalty should be decided by state lawmakers, who issued troubling findings last year.

The nearly 300-page report outlined racial and geographic disparities inherent to the application of capital punishment. The Pennsylvania's General Assembly Joint State Government Commission noted that a large number of people on death row were diagnosed with mental health disorders or intellectual disabilities. Also, because not all prosecutors seek the death penalty, defendants in

conservative municipalities were more likely to receive the harshest sentences compared to people in more liberal jurisdictions.

"The questions the report raises are important, and should be thoroughly considered and resolved, by the General Assembly," Shapiro's office said in its brief.

Counsel from Republican state Sen. Joe Scarnati's office further cautioned that the report was not intended to "bind the court," but rather serve as an "adjunct" to further understand the death penalty as applied in Pennsylvania.

Across the nation, capital punishment remains legal in 29 states, although four of them, including Pennsylvania, imposed a moratorium on executions.

Only three people have been executed in Pennsylvania since capital punishment was reinstated in 1978, the last of them in 1999. No Pennsylvania women are currently on death row.